

Cheikh Anta Diop, l'AERDA et le mouvement étudiant africain à Paris

Une autre histoire des luttes pour l'indépendance de l'Afrique

Martin Mourre

Citer cet article : Mourre Martin (2023), « Cheikh Anta Diop, l'AERDA et le mouvement étudiant africain à Paris. Une autre histoire des luttes pour l'indépendance de l'Afrique », *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique*, n° 4, 35-47, en ligne. URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/04mourre>

Mise en ligne : septembre 2023

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2023.0403>

Résumé

Cet article revient sur la trajectoire de l'Association des étudiants du Rassemblement démocratique africain (AERDA) et de son premier secrétaire général Cheikh Anta Diop. L'AERDA est fondée en 1950, au moment où le Rassemblement démocratique africain (RDA) rompt avec le Parti communiste français (PCF), ce que contestent les étudiants. L'article s'intéresse à la façon dont les étudiants de l'AERDA se démarquent des partis politiques majoritaires, tant du RDA que du PCF, démontrant comment ils perpétuent, dans l'arène associative, une autre opposition anticoloniale. En effet, les membres de l'AERDA se montrent peu enclins aux logiques de gouvernement, en particulier aux concessions acceptées par le RDA, et conservent leur distance vis-à-vis d'un PCF pour le moins ambigu par rapport à l'Empire. Leur soutien de luttes armées comme au Kenya ou au Cameroun les singularise encore. Cet article propose ainsi un nouveau point de vue sur la formation du militantisme étudiant africain pendant la décolonisation, tout en soulignant le rôle de Diop comme théoricien politique, mais aussi comme dirigeant.

Mots-clés : Association des étudiants du Rassemblement démocratique africain ; étudiants africains ; Cheikh Anta Diop ; Rassemblement démocratique africain ; Parti communiste français

Cheikh Anta Diop, AERDA and the African Student Movement in Paris. Another History of Africa's Struggles for Independence

Abstract

This article probes into the trajectory of the Student Organization of the African Democratic Rally (Association des étudiants du Rassemblement démocratique africain –AERDA) and its first General Secretary Cheikh Anta Diop. The AERDA was founded in 1950, when the African Democratic Rally (Rassemblement démocratique africain – RDA) broke away from the French Communist Party (PCF), to the dismay of student activists. This article examines how AERDA activists sought to distance themselves from the main political parties, both the RDA and the PCF, thus embodying another form of anti-colonial opposition. Members of the AERDA were reluctant to make political concessions as the RDA did. Yet they kept a distance from the PCF too, owing to the latter's dubious position towards the empire. Students' support towards armed uprisings, like in Kenya or Cameroon, also singled them out. This article therefore offers a new perspective on the formation of African student activism during decolonisation, while highlighting Diop's role as a political theorist but also as a political leader.

Keywords: Student Organization of the African Democratic Rally; African Students; Cheikh Anta Diop; African Democratic Rally; French Communist Party



En octobre 1950, le Rassemblement démocratique africain (RDA), le grand parti panafricain créé quatre ans plus tôt à Bamako, opère une rupture avec le Parti communiste français (PCF). Suite aux répressions que ces militants subissent en Côte d'Ivoire depuis un an et qui ont fait plusieurs dizaines de morts et des milliers d'arrestations¹, la direction du parti conduite par Félix Houphouët-Boigny décide de ce repli stratégique. À Paris, à cette date, les statuts de l'Association des étudiants du Rassemblement démocratique africain (AERDA) sont déposés à la préfecture de police de Paris. L'association avait pourtant vu le jour quelques mois plus tôt, en juin, comme l'atteste un article intitulé « L'Association des étudiants du RDA est née ! » paru dans les colonnes du journal *Étudiants anticolonialistes*. Les étudiants y avançaient que le « RDA est le plus puissant mouvement africain, le seul mouvement de libération nationale² ! ». Si, après le désappareusement, l'Association proteste contre la décision de la direction du RDA, ces étudiants continuent de faire l'analyse que le cadre d'action du RDA reste le meilleur instrument politique pour arriver aux objectifs qu'ils se donnent. Ceux-ci sont énoncés dès le lancement de leur programme, publié début 1952 dans le numéro 1 de leur organe *La voix de l'Afrique noire*, où ils réaffirment participer « à la lutte des peuples africains pour leur émancipation du joug colonial, émancipation politique, sociale et culturelle en vue de l'indépendance nationale³ ». L'AERDA, active pendant plus de quatre ans, jusqu'en 1955, est ainsi une des premières structures à revendiquer l'indépendance. Retracer son histoire participe d'une meilleure compréhension des luttes politiques du début des années 1950.

Les travaux récents de Tony Chafer sur l'histoire politique de la décolonisation en Afrique occidentale française (AOF), et de Frederick Cooper qui retrace l'histoire des idées politiques au moment de la décolonisation franco-ouest-africaine, ont cherché à proposer une histoire sociale de ce moment⁴. Pascale Barthélémy s'est intéressée aux luttes féminines et féministes qui se sont construites entre la métropole et l'Afrique de l'Ouest, mais aussi aux arènes internationales qui permirent ces rencontres. Sakiko Nakao a montré comment, en Afrique de l'Ouest après la Seconde Guerre mondiale, le panafricanisme et ses demandes de souveraineté populaire pouvaient et devaient se penser de manière transnationale, notamment entre colonies francophones et anglophones. Enfin, Nicolas Bancel a proposé une analyse de cette période en croisant histoire institutionnelle des élites et histoire culturelle de la jeunesse⁵. Il repère deux phases dans le mouvement étudiant, la première entre 1946 et 1956 marquée par une diversité d'associations et la seconde, à partir de 1956, caractérisée par l'unification du mouvement au sein de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF). Tout en reconnaissant que l'AERDA reste mal connue, il note que cette association, durant la première période, est « l'un des creusets de la formation politique des militants nationalistes étudiants⁶ ». Cet auteur souligne la place de Cheikh Anta Diop dans le mouvement étudiant africain en métropole, notamment à travers ses écrits dans *La voix de l'Afrique noire*. L'article qui suit, en s'intéressant justement à cette association, en questionnant les manières dont ses membres luttent depuis la métropole et en caractérisant le rôle de Cheikh Anta Diop⁷, premier secrétaire général élu de l'Association entre 1951 et

¹ Benot Yves (2005), *Massacres coloniaux 1944-1950 : la IVe République et la mise au pas des colonies françaises*, Paris, La Découverte, pp. 147-157.

² Le secrétaire général des étudiants du RDA, « Afrique noire. L'Association des étudiants du RDA est née », *Étudiants anticolonialistes*, 6, juin 1950.

³ Non signé, « Programme politique de l'AERDA », *La voix de l'Afrique noire*, 1, février 1952.

⁴ Chafer Tony (2019 [2002 pour l'édition anglaise]), *La fin de l'empire colonial français en Afrique de l'Ouest : entre utopie et désillusion*, Rennes, Presses universitaires de Rennes ; Cooper Frederick (2014), *Français et Africains ? Être citoyen au temps de la décolonisation*, Paris, Payot.

⁵ Barthélémy Pascale (2022), *Sororité et colonialisme. Françaises et Africaines au temps de la guerre froide (1944-1962)*, Paris, Éditions de la Sorbonne ; Bancel Nicolas (2022), *Décolonisations ? Élitisme, jeunesse et pouvoir en Afrique occidentale française, 1945-1960*, Paris, Éditions de la Sorbonne ; Nakao Sakiko (2023), *Nationaliser le panafricanisme. La décolonisation du Sénégal, de la Haute-Volta et du Ghana (1945-1962)*, Paris, Karthala. Voir aussi Chafer Tony et Keese Alexander (2013), *Francophone Africa at fifty*, Manchester, Manchester University Press. Les travaux cités ici, forts d'une approche qu'on pourrait qualifier d'histoire globale, semblent marquer un tournant dans l'étude de cette période, mais l'historiographie de la décolonisation est bien antérieure et largement fournie. Citons ainsi, uniquement dans le cadre de l'AOF, et pour un ouvrage qui avait justement cette dimension régionale, Ageron Charles-Robert et Marc Michel (dir.) (2015), *L'Afrique noire française. L'heure des indépendances*, Paris, CNRS Éditions. Ou, pour un ouvrage qui met utilement l'accent sur les acteurs africains de cette période, Sadjji Amadou Booker Washington (2006), *Le rôle de la génération charnière ouest-africaine : indépendance et développement*, Paris, L'Harmattan.

⁶ Bancel N., *Décolonisations ?...*, *op. cit.*, p. 178.

⁷ Dans l'abondante littérature sur Cheikh Anta Diop, peu de travaux évoquent son rôle dans l'AERDA. Notons tout de même : Diop Cheikh M'Backé (2003), *Cheikh Anta Diop. L'homme et l'œuvre*, Paris, Présence africaine, pp. 51-54 ; ou Diagne Pathé (1997), *Cheikh Anta Diop et l'Afrique dans l'histoire du monde*, Dakar, Sankoré, pp. 17-27.

1953, offre un nouveau point de vue sur la formation du militantisme étudiant africain pendant la décolonisation tout en participant, également, d'une étude des populations noires en France après 1945⁸.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, une population d'étudiants d'Afrique subsaharienne arrive massivement en métropole⁹. L'histoire de ces étudiants s'est largement concentrée sur la plus célèbre de ces associations, la FEANF, grâce à une approche prosopographique¹⁰ ou par des témoignages¹¹. En cette année 1950 décisive pour l'Afrique francophone colonisée¹², des congrès consultatifs se tiennent d'abord en avril à Bordeaux puis à Lyon en décembre. La Fédération est déclarée officiellement comme une association d'utilité publique en février 1951. Elle regroupe des étudiants issus de diverses associations nationales, sur la base de circonscriptions académiques. Si ses statuts évoquent « des objectifs corporatistes » pour la défense des intérêts des étudiants¹³, elle est pourtant plus largement engagée dans le combat politique. De nombreux responsables de l'AERDA vont ainsi occuper des postes importants dans les instances dirigeantes de la FEANF. Citons ici le Nigérien Abdou Moumouni, le Guinéen Niki Traoré, le Togolais Albert Franklin, les Sénégalais Mamadou Dia, Edouard Sankhalé ou Babacar Niang¹⁴, qui occupent à différentes périodes le poste de président de la Fédération ou qui sont membres du Comité exécutif. En 1956, deux ans après la sortie de *Nations nègres et culture* et un an après Bandung – deux événements qui s'inscrivent dans une même dynamique émancipatrice et vont être des marqueurs générationnels – c'est aussi Cheikh Anta Diop qui représente la FEANF au 1^{er} Congrès des écrivains et artistes noirs tenu à la Sorbonne.

L'analyse des prises de position des étudiants face à la direction du Rassemblement démocratique africain permet tout d'abord d'éclairer les luttes internes entre les différentes associations. Dans un second temps, l'étude des liens des étudiants africains avec d'autres étudiants parisiens, d'autres leaders politiques qui luttent pour l'émancipation des peuples colonisés, ou encore leurs réactions face aux positions officielles du PCF, met en lumière des engagements communs et dessine des lignes de fracture entre une partie de la gauche française et des militants africains de la décolonisation. Ces deux premières parties témoignent des ambiguïtés des étudiants AERDA et de Cheikh Anta Diop en particulier, face aux appareils partisans. Enfin, il s'agit de revenir sur les engagements liés spécifiquement au continent africain. Si la guerre d'Algérie fut un marqueur pour le mouvement étudiant en France, et notamment pour les étudiants de la FEANF, dans la première moitié de la décennie 1950, deux autres guerres de libération nationale, au Kenya et au Cameroun, sont l'objet de la mobilisation des étudiants de l'AERDA. Bien qu'il n'existe pas, à ma connaissance, d'archives de l'AERDA, les archives de la préfecture de Paris détaillent la surveillance dont faisaient l'objet les milieux africains à Paris et permettent de comprendre certains des enjeux organisationnels¹⁵. La lecture de *La voix de l'Afrique* et, plus largement, de la presse étudiante africaine en France, ainsi que divers témoignages publiés, aide à mieux saisir l'élaboration d'une pensée politique en action dans ces années-là. Si ces sources ne

⁸ Dewitte Philippe (1985), *Les mouvements nègres en France, 1919-1939*, Paris, L'Harmattan. Cet ouvrage de référence se concentre sur une histoire des populations noires en France avant la guerre. Il reste à mener une telle étude sur la période postérieure.

⁹ Guimont Fabienne (1997), *Les étudiants africains en France, 1950-1965*, Paris, L'Harmattan.

¹⁰ Blum Françoise (2016), *Trajectoires militantes et (re)conversions : à propos de la FEANF. Que sont-ils/elles devenu-e-s ?*, Habilitation à diriger des recherches, Paris, EHESS. En ligne, consulté le 15 mai 2023. URL : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-01414599>.

¹¹ Diané Charles (1990), *Les grandes heures de la F.E.A.N.F.*, Paris, Chaka ; Traore Sékou (1985), *La Fédération des étudiants d'Afrique noire en France, FEANF*, Paris, L'Harmattan ; Dieng Amady Aly (2009), *Les grands combats de la fédération des étudiants d'Afrique noire. De Bandung aux indépendances, 1955-1960*, Paris, L'Harmattan. Notons, pour ce dernier auteur, qu'il est aussi l'auteur de deux autres livres sur les mouvements étudiants africains en France : Dieng Amady Aly (2011a), *Histoire des organisations d'étudiants africains en France, 1900-1950*, Dakar, L'Harmattan ; et Dieng Amady Aly (2003), *Les premiers pas de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) (1950-1955) (de l'Union française à Bandoung)*, Paris, L'Harmattan. Cette « trilogie » est une somme indispensable pour restituer l'histoire des populations noires en métropole. Amady Aly Dieng, économiste de formation, auteur prolifique et militant engagé, fut président de la FEANF en 1960-1961. Voir Dieng Amady Aly (2011b), *Mémoires d'un étudiant africain. Vol. I. De l'école régionale de Diourbel à l'Université de Paris (1945-1960)*, Dakar, CODESRIA ; et Dieng Amady Aly (2011c), *Mémoires d'un étudiant africain. Vol. II. De l'Université de Paris à mon retour au Sénégal (1960-1967)*, Dakar, CODESRIA.

¹² Sur les conséquences du désapparetement sur la vie politique en AOF dans ces années-là, voir Chafer T., *La fin de l'empire colonial français...*, *op. cit.*, pp. 119-141.

¹³ Blum Françoise (2015), « L'indépendance sera révolutionnaire ou ne sera pas. Étudiants africains en France contre l'ordre colonial », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 126, pp. 119-138. En ligne, consulté le 15 mai 2023. URL : <https://doi.org/10.4000/chrhc.4165>.

¹⁴ Mamadou Dia, parfois noté Mamadou Ciré Dia, est un homonyme de Mamadou Dia, le président du Conseil sénégalais à partir de 1957.

¹⁵ Notons ainsi que la préfecture de police conserve un dossier personnel sur Cheikh Anta Diop, ce qui montre l'attention dont il est l'objet et la place politique qu'il occupe dès le début des années 1950. Cependant, ces archives des Renseignements relèvent aussi d'un point de vue très orienté, qui n'exclut pas certaines exagérations, voire extrapolations, quant à l'activité des étudiants.

nous offrent pas le point de vue des militants de base de l'AERDA, elles permettent de souligner l'originalité politique de cette association.

Genèse de l'AERDA et liens avec le RDA

Le Congrès du RDA s'ouvre le 18 octobre 1946 à Bamako alors que le peuple français vient d'adopter par référendum la constitution de la IV^e République cinq jours plus tôt. Le même jour, sans que l'on ne sache s'il s'agit d'un hasard du calendrier, à près de 6 000 kilomètres de là, se tient la première assemblée générale de l'Association des étudiants africains de Paris (AEAP), dont le premier secrétaire général est Cheikh Fall¹⁶. Cheikh M'Backé Diop, un des fils de Cheikh Anta Diop et auteur de la biographie probablement la plus complète sur Diop, avance que c'est dans la chambre de ce dernier que sont rédigés les statuts de l'association et qu'il en fut le principal initiateur¹⁷. Cette association est, en quelque sorte, l'ancêtre des différentes associations d'étudiants africains en métropole, dont l'AERDA¹⁸. L'AEAP a une dimension politique assumée, mais s'est vite trouvée coupée en deux « courants politiques divergents qui opposent les étudiants RDA et les étudiants membres du GAREP¹⁹ », c'est-à-dire le Groupement africain de recherche et d'économie politique.

Le principal leader du GAREP est le Sénégalais Abdoulaye Ly, arrivé en France avant la guerre et qui, né citoyen des quatre communes, a été engagé dans l'armée et a connu la défaite de 1940²⁰. Ce collectif est un groupe d'étude dont le programme d'action prévoit notamment « des séances de formation théorique, politique et d'informations, des séances de discussions théoriques et politiques, des meetings de soutien, de protestations ou de revendications politiques, dans le sens de la lutte anti-impérialiste en Afrique noire²¹ ». Le GAREP ne dépose pas de statuts officiels auprès des autorités françaises, mais il a néanmoins une influence certaine dans le milieu étudiant. Un de ses principaux objectifs est d'élaborer des outils de réflexion en considérant que le marxisme est l'un d'eux mais pas le seul – ses membres traduisent ainsi en 1951 le texte de Kwame N'Krumah *Towards Colonial Freedom* tout en se revendiquant aussi largement de la pensée de Rosa Luxemburg²². Parmi les militants du GAREP, citons le Sénégalais Amadou Mahtar M'Bow²³ ou encore la Dahoméenne Solange Faladé²⁴. Le premier est élu secrétaire général de la FEANF lors de son premier congrès en mars 1951 tandis que Faladé sera élue première présidente de la FEANF – ce sera d'ailleurs la seule femme à occuper ce poste. En 1952, Abdoulaye Ly rentre au Sénégal²⁵. À cette date, le GAREP ne semble plus avoir

¹⁶ Dieng A. A., *Les grands combats...*, *op. cit.*, p. 140. Dans un ouvrage ultérieur, Dieng situe la naissance de l'association en juin, en précisant que le premier président en fut Edouard Sankhalé tandis que Cheikh Fall – par ailleurs premier président de la compagnie Air Afrique (1961-1973) – en était le vice-président. Voir Dieng A. A., *Les premiers pas...*, *op. cit.*, p. 58. Dans cet ouvrage, Dieng parle soit de l'Association des étudiants de Paris soit de l'Association générale des étudiants africains de Paris (AGEAP), mais cela désigne la même entité.

¹⁷ Diop C. M., *Cheikh Anta Diop...*, *op. cit.*, p. 51. C'est aussi l'avis de la police qui, quelques années plus tard, en parlant du bureau de l'AEAP, dira qu'il s'agit « d'un bureau de façade. Le véritable initiateur est Cheikh Anta Diop », cité dans Dieng A. A., *Les premiers pas...*, *op. cit.*, p. 79.

¹⁸ Il y avait déjà, pendant la guerre à Paris, des étudiants regroupés dans un foyer des étudiants coloniaux, où Léopold Sédar Senghor se rendait régulièrement dans le cadre de ses recherches sur la linguistique au Sénégal. Voir Vaillant Janet (2006), *Vie de Léopold Sédar Senghor. Noir, Français et Africain*, Paris, Karthala, p. 222.

¹⁹ Dieng A. A., *Les grands combats...*, *op. cit.*, pp. 145-146.

²⁰ Sur le parcours du principal leader du GAREP, Abdoulaye Ly, par ailleurs premier Africain à soutenir une thèse d'histoire, et futur ministre sous Senghor à partir de 1966, voir son recueil d'entretiens : Ly Abdoulaye et Fall Babacar (2001), *Dialogue avec Abdoulaye Ly. Historien et homme politique sénégalais*, Dakar, IFAN.

²¹ Archives de la préfecture de police (APP), 77 W 4869 518100, Dossier Groupement africain de recherche et d'économie politique.

²² Dieng A. A., *Les premiers pas...*, *op. cit.*, pp. 83-118. Sur les lectures des étudiants africains et leurs influences théoriques, voir aussi Blum Françoise (2018), « Marx en Afrique francophone », in J.-N. Ducange (dir.), *Marx, une passion française*, Paris, La Découverte, pp. 320-329.

²³ Amadou Mahtar M'Bow fut président de l'AEAP, membre actif de la FEANF, puis plusieurs fois ministre dans la Sénégal indépendant. Il fut également directeur général de l'Unesco entre 1974 et 1987. Mourre Martin, « M'Bow Amadou Mahtar », *Le Maitron*. Mis en ligne le 31 août 2016, consulté le 22 mai 2023. URL : <https://maitron.fr/spip.php?article184541>.

²⁴ Solange Faladé est née en 1925 à Porto-Novo, actuel Bénin. Étudiante en médecine dans les années 1950, elle accomplira ensuite une carrière de psychanalyste.

²⁵ Ly va avoir une carrière politique locale, mais aussi scientifique – il sera le premier assistant africain à l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN) et sera même un peu plus tard le collègue de Cheikh Anta Diop quand celui-ci sera recruté à l'IFAN. Sur ses relations avec Diop, il expliquera plus tard qu'ils n'étaient pas, à la fin des années 1940, dans la même problématique, mais qu'il n'y avait aucune animosité entre eux. Voir Ly A. et Fall B., *Dialogue avec Abdoulaye Ly...*, *op. cit.*, pp. 53-57.

d'activités propres et, en quelque sorte, se dissout dans la FEANF. Cette année-là est aussi marquée « une entrée massive des étudiants RDA au comité exécutif et par l'élimination des membres du GAREP²⁶ ».

L'AERDA a donc déposé ses statuts à la préfecture de police de Paris deux ans plus tôt, en octobre 1950²⁷. Ces statuts, précisent les archives de la préfecture, indiquent que l'Association, régie par la loi de 1901, doit « grouper tous les étudiants démocrates qui désirent défendre la cause africaine dans le cadre du Rassemblement démocratique africain (RDA)²⁸ ». Si l'Association rappelle que le secrétariat général est « habilité à prendre toute mesure utile à l'Association et doit être en rapport étroit avec le Comité de coordination du Rassemblement démocratique africain ou sa délégation à Paris²⁹ », il ne semble pas qu'il y ait eu d'autres liens plus formels avec le RDA. Ainsi, on ne sait pas, par exemple, le type de rencontre et la fréquence à laquelle les étudiants de l'AERDA voient des parlementaires RDA de passage en France. En élaborant ces statuts, les étudiants de l'AERDA entendent affirmer que leurs objectifs sont de « maintenir les étudiants africains dans la conscience des problèmes africains » et, pour cela, il s'agit « de leur rappeler sans cesse que la vie métropolitaine ne doit en aucun cas leur faire oublier que des problèmes sociaux, économiques et politiques qui se posent en Afrique, ne sont pas les mêmes que ceux de la métropole³⁰ ». Par ces déclarations liminaires, l'Association indique que ses membres sont dans une situation particulière de double appartenance, étudiants dans une métropole occidentale, mais d'abord Africains. Les membres doivent verser une cotisation – sans que les archives à notre disposition ne nous renseignent sur son montant ni même sur les subventions octroyées par le RDA. Durant son existence, les effectifs sont compris entre une cinquantaine et plusieurs centaines, le pic semblant être atteint en 1953 où l'Association groupe environ 400 adhérents, tandis qu'elle en compte, selon les chiffres de la préfecture de police, moins de 200 en mai 1955. Ces chiffres ne sont pas ceux qu'espérait l'Association à ses débuts – dans les colonnes d'*Étudiants anticolonialistes*, en juin 1950, elle mise sur 500 adhésions avant la fin de l'année scolaire³¹. Néanmoins, dans un contexte où le nombre d'étudiants africains présents en métropole a doublé entre 1950 et 1953, passant de 2 000 à 4 000³², la naissance de l'AERDA a de quoi inquiéter les autorités métropolitaines. Notons que l'AERDA inclut aussi des adhérentes et, en 1953, il existe un comité féminin d'une dizaine de membres, dirigé par Denise Latrille³³.

Dans ces années d'après-guerre, la parution en février 1952 du premier numéro de *La voix de l'Afrique noire*, « premier journal étudiant authentiquement africain de l'après-guerre³⁴ », constitue un travail d'élaboration politique proprement inédit, notamment via un long article de Cheikh Anta Diop intitulé *Vers une idéologie politique africaine*³⁵. Ce travail, pour les étudiants qui se pensent comme une avant-garde, se conçoit comme un écho prolongé de l'espoir qu'avait suscité la création du RDA en 1946. *La voix de l'Afrique noire* se donne ainsi comme objectif de porter :

dans les foyers français la vérité, la vérité sur la réalité coloniale, c'est-à-dire sur l'oppression, la misère, l'humiliation dont notre peuple est quotidiennement victime de la part de ceux qui, en Afrique tuent et pillent au nom de leur sacro-sainte « mission civilisatrice » et qui font ensuite la conspiration du silence autour de leurs crimes³⁶.

En 1952, la répression qui s'est abattue en Côte d'Ivoire est encore dans toutes les têtes des militants africains et ceux présents en métropole font l'expérience que celle-ci est pourtant quasiment inconnue des citoyens français. Mais l'élément politique déterminant pour comprendre l'émergence de l'AERDA est bien

²⁶ Dieng A. A., Les premiers pas..., *op. cit.*, p. 189.

²⁷ La première assemblée générale a lieu en janvier 1951, où un bureau est alors élu. Ce bureau est composé d'un secrétaire général, Cheikh Anta Diop, d'un trésorier, Edouard Sankhalé, d'un secrétaire à la correspondance, Mamadou Tandia, d'un secrétaire responsable à la propagande, Mamadou Dia, et d'un secrétaire à l'organisation, Abdou Moumouni.

²⁸ APP, 456 473, Dossier Rassemblement démocratique africain, Rapports, chemise 1 (3), AS de l'Association des étudiants du Rassemblement démocratique africain et de ses dirigeants, 1^{er} novembre 1950.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *Ibid.*

³¹ Le secrétaire général des étudiants du RDA, « L'Association des étudiants du RDA est née », *Étudiants anticolonialistes*, 6, juin 1950. *Étudiants anticolonialistes* était l'organe du Comité de liaison des associations d'étudiants anticolonialistes, voir *supra*.

³² Guimont F., Les étudiants africains..., *op. cit.*, p. 71.

³³ Dans sa monographie précédemment évoquée, Pascale Barthélémy ne parle pas de Denise Latrille, ce qui laisse supposer qu'elle eut un rôle politique limité à cette époque.

³⁴ Bancel N., Décolonisations ?..., *op. cit.*, p. 174.

³⁵ Diop Cheikh Anta (1952), « Vers une idéologie politique africaine », *La voix de l'Afrique noire*, 1, pp. 5-21.

³⁶ Étudiants RDA, « La liquidation de tout le système colonial et de l'impérialisme est à l'ordre du jour (Idanov 1950) », *La voix de l'Afrique noire*, 1, février 1952.

le désappareillement du RDA avec le PCF, présenté comme une trahison des élus. Le terme « trahison » et sa charge symbolique sont utilisés à satiété par les membres de l'Association. Dès janvier 1951, le Guinéen Niki Traoré, alors secrétaire général provisoire en attente d'une Assemblée générale de l'Association, déclare qu'une « motion a été envoyée aux parlementaires RDA, dans laquelle le bureau blâme leur attitude non conforme au programme prévu à l'égard des problèmes coloniaux³⁷ ». En rendant publique l'attitude de la direction du parti, les étudiants espèrent probablement provoquer l'ouverture d'un débat sur la conduite à tenir et sur les conséquences du désappareillement. Les étudiants reprochent aux parlementaires de ne pas avoir tenu compte des recommandations du second congrès de 1949 qui soulignaient notamment le risque de « crétinisme parlementaire³⁸ », c'est-à-dire le suivisme des mandatés du parti sans discussion avec la base. En cela, ils adoptent la ligne de Gabriel d'Arboussier dont la lettre ouverte adressée à Houphouët-Boigny est d'ailleurs reproduite dans le numéro 4 de *La voix de l'Afrique*³⁹. Mais à Paris, pour l'AERDA, il s'agit « de dénoncer non seulement les reniements, les abandons successifs de Houphouët Bouigny [*sic*] et des débris de son état-major parlementaire mais encore et surtout la manœuvre colonialiste qui a été à l'origine de ces abandons⁴⁰ ». Ainsi, en 1953, l'Association souhaite réécrire le manifeste du RDA « en s'inspirant de celui publié à Bamako en octobre 1946, et dont le thème sera “la lutte pour l'Indépendance de l'Afrique”⁴¹ ».

Dès les premières années de son existence, l'AERDA s'autonomise face aux instances dirigeantes du RDA, dans un contexte de crise de la direction. En mars 1953, lors d'une réunion, Cheikh Anta Diop demande à l'assistance s'il faut suivre les recommandations de Sékou Touré, qui est à l'époque syndicaliste mais aussi leader du Parti démocratique de la Guinée (branche locale du RDA). Alors que celui-ci lui recommande de « travailler dans la clandestinité et d'éviter les manifestations spectaculaires⁴² », la réponse de Diop est qu'une « telle politique ne “cadre” pas avec la doctrine du RDA, “qui veut avant tout dénoncer les abus et l'injustice”. Ce point de vue, mis aux voix, est adopté par la majorité de l'assistance⁴³ ». Ici, Cheikh Anta Diop fait montre d'une certaine autonomie de pensée face à Sékou Touré, mais aussi d'un respect certain de la procédure démocratique. Ce qui fonde en partie cette indépendance d'esprit, c'est une discipline politique qui se manifeste par la nécessité de former des espaces organisés dans lesquels militer en confrontant ses points de vue. Ainsi, les étudiants africains doivent inventer de nouvelles réflexions et modes d'action, en premier lieu face aux parlementaires du RDA, mais également en réaction au Parti communiste français, qui était le pôle dominant de la lutte anticoloniale au sein de la gauche française.

Être étudiant africain à Paris et militer avec les communistes contre le colonialisme

En mars 1953, à la mort de Staline, le Comité exécutif de l'AERDA adresse au PCF « les condoléances des étudiants africains⁴⁴ ». Les Renseignements généraux notent régulièrement les sympathies communistes des étudiants dont ils surveillent l'activité, sans qu'on ne sache d'ailleurs vraiment ce que recouvre cette expression. Ainsi, en l'absence des sources du PCF⁴⁵, la question de l'adhésion formelle des étudiants africains au Parti communiste français, et *a fortiori* de ceux de l'AERDA, n'est pas toujours évidente à établir. Cette relation a pu d'ailleurs évoluer avec le temps, notamment en fonction des changements de la politique

³⁷ APP, 456 473, Dossier Rassemblement démocratique africain, Correspondance, chemise 2(1), Réunion organisée par l'Association des étudiants du RDA, Salle des sociétés savantes, le 10 janvier 1951, 11 janvier 1951.

³⁸ Non signé, « Programme politique de l'AERDA », *La voix de l'Afrique noire*, 1, février 1952.

³⁹ Dans cette longue lettre, d'Arboussier revenait sur la question du désappareillement présenté à travers l'alternative « repli tactique ou trahison » et appelait à un débat censé clarifier la ligne idéologique du RDA.

⁴⁰ Non signé, « Contre le peuple africain. Les Députés “RDA” complotent avec les Négriers », *La voix de l'Afrique noire*, 1, février 1952.

⁴¹ *Ibid.*

⁴² APP, 456 473, Dossier Rassemblement démocratique africain, chemise 3, AS d'une réunion organisée par les étudiants du RDA, 21 février 1953.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ APP, 456 473, Dossier Rassemblement démocratique africain, Rapports, chemise 3, Condoléances des étudiants africains du RDA, à l'occasion de la mort de Staline, 11 mars 1953.

⁴⁵ Il y avait une section coloniale dont malheureusement les archives semblent avoir disparu. Il existe cependant les archives de la section politique extérieure qui contiennent notamment le fonds Kaldor. Une demande pour consultation a été déposée, mais n'a pas encore reçu de réponse à la date de rédaction de cet article.

anticoloniale du PCF⁴⁶. Ainsi, les travaux de Jakob Moneta et de Gregory Madjarian, le premier sur la période 1920-1965, le second sur la période 1944-1947⁴⁷, montrent, textes à l'appui dans le premier cas, les politiques d'ajustement, voire de collusion des différentes directions du PCF avec les autorités coloniales dans le but de maintenir les colonies dans le giron de l'impérialisme français. Cela est particulièrement vrai entre 1944 et 1947, période où le parti est au gouvernement et où sa position en mai 1945 face aux massacres de Sétif et du Constantinois est d'accuser les nationalistes algériens d'être des agents à la solde du nazisme ! Ainsi, pour mieux comprendre l'adhésion de ressortissants des colonies impliqués dans la lutte anticoloniale auprès du PCF, il faut dissocier la puissance des idées et des idéaux communistes des politiques effectives de la direction et des représentants du parti⁴⁸. Il faut aussi s'intéresser aux pratiques *in situ* des militants communistes. En métropole, après la guerre, c'est à travers les « groupes de langues » que se réalisa un lien effectif entre le PCF et les étudiants africains. Dans son ouvrage déjà cité sur *Les premiers pas de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) (1950-1955)*, Amady Aly Dieng reproduit une liste de 46 noms, membres de l'AERDA, dont vingt membres du PCF participant à ces « groupes de langues ». Il ajoute que ceux-ci n'étaient « pas d'accord avec la politique coloniale du Parti communiste français⁴⁹ ». Outre ces groupes de langues, dirigés par Jacques Vergès, ces rapports entre PCF et étudiants africains se sont aussi noués grâce aux étudiants venus d'autres espaces colonisés⁵⁰.

Jacques Vergès dirige le journal *Étudiants anticolonialistes* entre 1949 et 1951. Il était membre du PCF et actif dès 1946 à la section coloniale dirigée par Raymond Barbé. En août 1950, il participe au deuxième congrès de l'Union internationale des étudiants (UIE) à Prague puis devient secrétaire du Comité de liaison des associations des étudiants anticolonialistes de Paris, une position qui le place au cœur du réseau de militants venus d'outre-mer⁵¹. Dans ses colonnes, *Étudiants anticolonialistes* aborde la question de la guerre en Indochine ou de la défense des députés du Mouvement démocratique de la rénovation malgache (MDRM) suite aux répressions de 1947, tout en laissant la place à des œuvres culturelles provenant d'Afrique ou des Antilles. On y trouve des poèmes d'Aimé Césaire, René Depestre, des extraits de Fodéba Keita ou encore des interventions de Gabriel d'Arboussier. Une des chevilles ouvrières africaines du journal, membre du comité de rédaction et dont on a vu qu'il était membre du premier bureau de l'AERDA en janvier 1951, est Mamadou Dia⁵². Dans un article de décembre 1949, « Une Université à Dakar ? », évoquant la question de l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne, il écrit se méfier des intentions des autorités en AOF, se demandant si le recteur de Dakar, comme en Indochine, à Madagascar ou en Algérie, souhaitant « maintenir les populations dans l'ignorance, les gouvernants ont créé des Universités locales avec des programmes on ne peut plus sommaires, un personnel peu qualifié et un matériel dérisoire⁵³ ? ». À travers *Étudiants anticolonialistes*, en un sens, s'expérimentent des réflexions plus concrètes entre étudiants de différentes origines à travers la comparaison de leurs différentes situations. On trouve aussi un autre membre du PCF comme contributeur du journal *Étudiants anticolonialistes* et membre de l'AERDA : le Nigérien Abdou Moumouni⁵⁴. Au

⁴⁶ Une question qu'il serait intéressant de développer est le retentissement dans le milieu étudiant africain de la lettre de rupture d'Aimé Césaire à Maurice Thorez et au PCF à l'automne 1956.

⁴⁷ Moneta Jakob (1971), *La Politique du Parti communiste français dans la question coloniale (1920-1963)*, Paris, Maspero ; Madjarian Grégoire (1977), *La question coloniale et la politique du Parti communiste français (1944-1947). Crise de l'impérialisme colonial et mouvement ouvrier*, Paris, Maspero. Signalons aussi l'ouvrage de Durand Pierre (1986), *Cette mystérieuse section coloniale : le PCF et les colonies, 1920-1962*, Paris, Messidor. Durand était membre du PCF et cet ouvrage dithyrambique sur le rôle de l'organisation, s'il apporte quelques éléments factuels, pourrait se résumer à « si le parti a tort, c'est qu'il a raison d'avoir tort ». À ces travaux, datés des années 1970 et 1980, ajoutons le récent ouvrage de Blum Françoise, Di Maggio Marco, Siracusano Gabriele et Wolikow Serge (dir.) (2021), *Les partis communistes occidentaux et l'Afrique. Une histoire mineure ?*, Paris, Hémisphères éditions.

⁴⁸ On sait qu'en Afrique subsaharienne, et à la différence de l'Indochine et de l'Algérie, il n'y eut pas de partis communistes locaux. Les militants communistes français présents sur place – notamment les enseignants – jouèrent cependant un rôle important de formation politique à travers les groupes d'études communistes. Voir Suret-Canale Jean (1994), *Les Groupes d'études communistes (GEC) en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan.

⁴⁹ La liste est par nationalité, mais elle est sans date : Dieng A. A., *Les premiers pas...*, *op. cit.*, p. 373.

⁵⁰ Une étude plus large serait à entreprendre sur ces « groupes de langues », notamment afin de mieux saisir leur contenu, mais aussi leurs effectifs.

⁵¹ Codaccioni Vanessa, « Vergès Jacques », *Le Maitron*. Mis en ligne le 24 avril 2016, consulté le 22 mai 2022. URL : <https://maitron.fr/spip.php?article178686>.

⁵² Mamadou Dia est né en 1920 à Podor. Étudiant à la Faculté de médecine, il était aussi membre du comité de liaison des associations d'étudiants anticolonialistes.

⁵³ Mamadou Dia, « Une Université à Dakar ? », *Étudiants anticolonialistes*, 2, décembre 1949.

⁵⁴ Abdou Moumouni fut un membre fondateur de la FEANF et il sera un militant actif, dès ses débuts, du Parti africain de l'indépendance au Sénégal, dont il est d'ailleurs un des 23 signataires du Manifeste de Thiès en 1957. Il fut aussi un physicien de haut vol,

début de l'année 1951, lors d'une réunion de l'Association, Moumouni évoque l'organisation d'une manifestation devant le Panthéon, « avec le concours de l'Association des étudiants anticolonialistes [... dans le] but de protester contre les interventions de la Police empêchant la vente publique du journal anti-colonialiste⁵⁵ ».

Un autre espace de fréquentation commune entre étudiants africains et sympathisants communistes est le Comité de défense des libertés démocratiques en Afrique noire, mis sur pied par l'avocat Pierre Kaldor. Militant au PCF, Kaldor est un avocat qui, dès les années 1930, participe à la défense de syndicalistes et militants au sein de l'Association juridique internationale. Résistant pendant la guerre, il devient secrétaire général du Secours populaire français, poste qu'il occupe jusqu'en 1947. Mais, cette année-là, il est démis de ses fonctions par le bureau politique du PCF pour avoir remis en cause certaines de ses orientations. Suite aux répressions qui ont lieu en Côte d'Ivoire contre les membres du RDA, un collectif d'avocats anticolonialistes se forme en France métropolitaine sous l'égide d'Henri Douzon, bientôt rejoint par Pierre Kaldor⁵⁶. Parallèlement, en juillet 1951 – selon la déclaration du *Journal officiel*, mais le collectif est actif plus tôt – est créé le Comité de défense des libertés démocratiques en Afrique noire, qui a notamment pour but d'apporter « aide matérielle et soutien à tous ceux qui sont victimes de discrimination raciale, de persécution économique, administrative ou judiciaire en raison de leur lutte pour la paix et la liberté⁵⁷ ». En mars 1953, les Renseignements généraux notent que Babacar M'Bengue pourrait devenir le représentant à Dakar des étudiants du RDA et du Comité de défense des libertés démocratiques en Afrique noire, « il serait placé à la tête d'un cercle culturel, dont la tâche essentielle serait d'organiser la propagande communiste en Afrique noire⁵⁸ ». À travers ce Comité de défense des libertés démocratiques en Afrique noire, des liens se renforcent entre l'AERDA et le PCF. Les visites de Ruben Um Nyobé à Paris et les conférences données à l'automne 1953 sont aussi l'occasion de rencontres entre différentes tendances du mouvement ouvrier, dont Pierre Kaldor, et les étudiants de l'AERDA. Progressivement, comme le note Meredith Terretta, le Comité de défense des libertés démocratiques en Afrique noire va réorienter ses activités vers la défense de la cause camerounaise.

Il faut évoquer aussi les rapports plus formels de Cheikh Anta Diop avec le PCF. En décembre 1955, en parlant des prochaines élections législatives, les Renseignements généraux avancent que Cheikh Anta Diop espère que les étudiants africains qui pourront voter cette année-là en France « donneront leurs voix au PCF, le seul parti favorable à l'émancipation des peuples colonisés⁵⁹ ». Si certaines sources mentionnent une possible adhésion de Diop au PCF, elles ne donnent pas la date et la durée de son engagement. D'autres sources réfutent par contre une adhésion formelle⁶⁰. Plusieurs indices attestent cependant *a minima* de cette proximité, comme le fait que son premier article, « Quand pourra-t-on parler d'une renaissance africaine ?⁶¹ », paraît en 1948 dans *Le Musée vivant* dirigé par Madeleine Rousseau, qui vient de rentrer au PCF⁶². Les rapports de Diop avec le PCF évoluèrent probablement dans les années 1950. Ainsi, Pathé Diagne évoque une manifestation à la Bastille, en 1951, où le PCF s'oppose à ce que les étudiants africains du RDA manifestent avec des slogans réclamant l'indépendance, événement qui aurait profondément marqué Cheikh Anta Diop⁶³. Qu'il s'agisse de Madeleine Rousseau, de Jacques Vergès ou de Pierre Kaldor – tous membres pour

spécialiste de l'énergie solaire. L'université de Niamey porte aujourd'hui son nom.

⁵⁵ Le journal en question est bien *Étudiants anticolonialistes*.

⁵⁶ Terretta Meredith (2015), « Cause lawyering et anticolonialisme : activisme politique et État de droit dans l'Afrique française, 1946-1960 », *Politique africaine*, 138(2), pp. 25-48.

⁵⁷ *Journal officiel de la République française*, 17 août 1951, p. 8904.

⁵⁸ APP, 456 473, Dossier Rassemblement démocratique africain, chemise 3, Retour à Dakar d'un étudiant sénégalais, 16 mars 1953.

⁵⁹ APP, 456 473, Dossier Rassemblement démocratique africain, Rapports, chemise 2, AS de la réunion organisée par l'Association des étudiants du Rassemblement démocratique africain à la salle des sociétés savantes, 8bis rue Danton, le 12 décembre 1955, 14 décembre 1955.

⁶⁰ Voir l'article de Pascal Bianchini dans ce numéro (« Cheikh Anta Diop et les marxistes au Sénégal : des relations ambivalentes entre démarcations et rapprochements, entre intégrations et scissions », *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique*, 4. En ligne. URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/04bianchini>), qui évoque cette possibilité en reprenant les propos de Jean Suret-Canale, historien de l'Afrique, contemporain de Cheikh Anta Diop, et surtout membre du PCF sur une ligne pour le moins orthodoxe. Par contre, son fils et biographe, Cheikh M'Backé Diop, pense lui que Cheikh Anta Diop n'a jamais été encarté au PCF.

⁶¹ Pour une contribution plus générale sur la pensée politique de Cheikh Anta Diop, voir Do-Nascimento José (2020), *La pensée politique de Cheikh Anta Diop*, Paris, L'Harmattan.

⁶² Maurice Danielle (2008), « L'art et l'éducation populaire : Madeleine Rousseau, une figure singulière des années 1940-1960 », *Histoire de l'art*, 63(1), pp. 111-121 ; et Maurice Danielle (2007), « *Le musée vivant* et le centenaire de l'abolition de l'esclavage : pour une reconnaissance des cultures africaines », *Conserveries mémorielles*, 3. En ligne, consulté le 15 mai 2023. URL : <http://journals.openedition.org/cm/127>.

⁶³ Voir Diagne P., Cheikh Anta Diop et l'Afrique..., *op. cit.*, pp. 19-20.

le moins hétérodoxes du Parti communiste français – ou qu'il s'agisse de journaux militants ou de structures collectives, il y eut donc des liens de solidarité entre étudiants africains et militants français internationalistes membres du PCF. Mais l'attitude de la direction du PCF implique que les étudiants de l'AERDA construisent leurs propres revendications, en gardant à l'esprit le but qu'ils s'étaient fixé : l'indépendance et la souveraineté de l'Afrique. Cette revendication s'inscrit dans un contexte international marqué d'abord par la fin de la guerre d'Indochine puis le début de celle d'Algérie, mais aussi par celles qui se déroulent en Afrique subsaharienne, notamment au Kenya et au Cameroun.

Revendications internationalistes et crises internes

Parallèlement à ce qui se joue à Paris entre 1950 et 1955, de nouvelles luttes se déroulent un peu partout sur la planète dans ce qui correspond à l'émergence du mouvement des non-alignés. Les actions des étudiants du RDA rejoignent les grands combats de l'époque. Ainsi, en janvier 1952, ils font signer une pétition contre les événements de Bizerte en Tunisie, où une vague de répressions et d'arrestations, notamment du leader nationaliste du Néo-Destour Habib Bourguiba, a provoqué une vive émotion. Les combats qui se déroulent au Maghreb, liés aux luttes pour l'indépendance – ce que réclame l'AERDA pour la Tunisie –, ont un caractère commun. Ces luttes sont même directement enchâssées les unes avec les autres, comme en témoigne la réclamation de l'AERDA visant à protester « contre l'envoi de soldats africains en Tunisie⁶⁴ ». Ces liens internationalistes sont tissés en ouvrant les colonnes de *La voix de l'Afrique noire* à des étudiants venant d'autres espaces, tel l'Angolais Mario Pinto de Andrade, membre fondateur du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), qui y écrit l'article « Le problème linguistique en Afrique noire » en juillet 1952. Ils se matérialisent par des rencontres, comme en avril 1953, où une cinquantaine d'étudiants africains participent à la journée des étudiants israéliens, témoignant, par ailleurs, d'un temps où l'expérience israélienne pouvait encore susciter un certain enthousiasme⁶⁵. Mais, bien sûr, c'est surtout vers les luttes contemporaines de l'Afrique subsaharienne que les actions sont tournées.

En octobre 1945 se tient à Manchester le 5^e congrès panafricain, auquel n'assiste aucun francophone, et dont les deux figures majeures sont le Trinidadien Georges Padmore et le ressortissant de la Gold Coast Kwame Nkrumah. L'AERDA travaille dès lors à réunir les Afriques francophones et anglophones. Au début de l'année 1953, « dans l'intention d'internationaliser le Parti⁶⁶ », l'Association prévoit pour l'été suivant « un Congrès auquel seront conviés une trentaine de délégués des possessions britanniques, plus spécialement du Nigéria et de la Gold Coast⁶⁷ ». En mai, une « lettre de l'Association des étudiants africains de Londres » reçue par Cheikh Anta Diop, demande « la fixation de la date du congrès⁶⁸ ». Élément intéressant, le secrétaire général de l'AERDA déclare que ce prochain congrès se tiendra à Dakar et non à Paris⁶⁹. Cela signe, d'une certaine façon, la volonté de ramener les luttes politiques des étudiants africains sur le continent.

S'il y a un pays anglophone vers lequel les étudiants tournent leur regard, c'est le Kenya. Dans un long article paru dans le numéro 4 de *La voix de l'Afrique noire* intitulé « Kenya, une lutte de libération nationale »⁷⁰, Assane Dia revient sur l'histoire coloniale de ce territoire, sur la spoliation foncière dont sont victimes les populations kenyanes et sur la privation d'expression démocratique. Dans le contexte du déclenchement de la révolte Mau-Mau, Dia regrette que « dans toute l'Afrique noire aucune action concrète, renforcement de la lutte ou grève ne soit envisagée pour soutenir le peuple du Kenya⁷¹ ». L'article, après avoir prédit que tous les peuples colonisés seront tôt ou tard confrontés à la question d'une « lutte de libération nationale⁷² », propose une motion de protestation « contre l'arrestation de Jomo KENYATA⁷³ », tout en se déclarant solidaire « du

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ APP, 456 473, Dossier Rassemblement démocratique africain, chemise 3, Participation des étudiants africains à la Journée des étudiants israéliens, 25 avril 1953.

⁶⁶ APP, 456 473, Dossier Rassemblement démocratique africain, chemise 3, AS d'une réunion organisée par les étudiants du RDA, 21 février 1953. Si ce document de la police parisienne parle du parti, il s'agit bien de l'Association des étudiants du RDA.

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ APP, 456 473, Dossier Rassemblement démocratique africain, chemise 3, Quelques échos de la réunion organisée par l'Association des étudiants du Rassemblement démocratique africain, 12 mai 1953.

⁶⁹ On ne trouve cependant pas de trace de ce congrès, ce qui laisse penser qu'il n'a finalement pas eu lieu.

⁷⁰ Assane Dia, « Au Kenya : une lutte de libération nationale », *La voix de l'Afrique noire*, 4, 1953.

⁷¹ *Ibid.*

⁷² *Ibid.*

⁷³ Pour l'anecdote, Cheikh Anta Diop a prénommé un de ses fils Jomo.

Peuple du KENYA dans leur lutte pour l'Indépendance nationale⁷⁴ ». En cette même année 1953, une autre lutte s'engage sur le continent et elle concentre aussi l'attention des militants à Paris. Ruben Um Nyobé, le leader de l'Union des populations du Cameroun, la branche locale du RDA, a prononcé un discours remarqué à la tribune de l'ONU en décembre 1952. En octobre et novembre 1953, Um, comme on le surnomme parfois, fait un séjour à Paris. Les Renseignements généraux notent que « dès son arrivée dans la capitale, il a pris contact avec certains responsables du Rassemblement démocratique africain, notamment Diop Cheikh Anta, secrétaire général de l'Association des Étudiants du RDA, et Niang Babacar, militant nationaliste très actif⁷⁵ ». Lors de son séjour parisien, Um Nyobé aura l'occasion de participer à plusieurs réunions publiques. C'est notamment le cas début novembre où, devant une salle d'une cinquantaine de personnes, il plaide, une fois de plus, pour « la nécessité d'une union de tous les Africains au sein du Rassemblement⁷⁶ ». Puis « Mpodol », le porte-parole en langue bassa, de conclure en rappelant que les étudiants africains sont une élite « qui doit prendre la tête de la lutte pour l'indépendance de son pays en raison de son instruction et de sa maturité politique⁷⁷ ». Quelques mois plus tôt, en avril, les étudiants de l'AERDA avaient fait voter une autre motion « contre les tentatives d'assassinats répétés⁷⁸ » contre Ruben Um Nyobe. Pour eux, ces tentatives d'assassinat étaient dues au fait que ni Um Nyobe ni l'UPC n'avaient trahi la cause du RDA.

En 1954, *La voix de l'Afrique noire* publie un entretien d'Um Nyobé. Les questions posées semblent plus frileuses, on lui demande ainsi : « Croyez-vous que l'idée d'Indépendance nationale corresponde à une réalité vitale et immédiate au cœur des Africains⁷⁹ ? » Cette question qui revient à une ligne pro-Union française et assimilationniste est le symptôme d'un net changement d'orientation politique. En effet, c'est Bruno Claver qui réalise cet entretien avec Um Nyobé. Il est à cette date le directeur politique du journal. Claver est devenu en décembre 1953 secrétaire général de l'AERDA, il est ivoirien et il a remplacé le Sénégalais Cheikh Anta Diop, directeur politique du journal durant les cinq premiers numéros⁸⁰. En mai 1955, les Renseignements généraux confirment la scission au sein de l'Association. Bruno Claver est désigné comme représentant de la tendance Houphouët-Boigny, avec « Diouf Papa Mamadou, chargé de la propagande, tandis que la tendance d'Arboussier comprend les autres membres du bureau, Diallo Ibrahima, Franklin Albert et Ouattara Birahim⁸¹ ». Bientôt, en juillet 1955 lors de son comité de coordination, le RDA confirme rétroactivement sa décision de désapparementement d'avec le PCF et l'expulsion des trois branches dissidentes, du Cameroun, du Niger et du Sénégal. *La voix de l'Afrique noire* cesse de paraître cette année-là, tandis que les Renseignements généraux notent qu'en janvier 1956 l'élection d'un nouveau bureau n'a pu se tenir en raison du faible nombre de présents. Ainsi semble s'achever l'histoire de l'Association des étudiants du Rassemblement démocratique africain.

Le militantisme de l'AERDA à Paris dans les années 1950, dans l'articulation entre luttes anti-impérialistes et refondations culturelles et dans une praxis militante panafricaine, a laissé un héritage fécond. Étudier son histoire, et sa disparition, liées principalement à la ligne houphouëtiste qu'il adopte à partir de 1954, pose la question des liens que pouvaient entretenir les associations étudiantes africaines en France avec les directions politiques de partis basés sur le continent, en l'occurrence celle du RDA, autant qu'avec les représentants de mouvements dits internationalistes à l'extérieur du continent, notamment le PCF. À partir de 1955-1956, les luttes que l'Association a menées, pour l'émancipation, la souveraineté et l'unité de l'Afrique, continuent par d'autres canaux. En premier lieu, beaucoup de membres de l'AERDA, qui disparaît de la scène politique en 1955, réinvestissent le Comité exécutif de la FEANF. Cheikh Anta Diop n'occupe pas de fonctions dirigeantes à la FEANF mais il est pourtant mandaté par l'organisation en septembre 1956 pour participer à

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ APP, 456 473, Dossier Rassemblement démocratique africain, chemise 2, Arrivée à Paris du leader nationaliste camerounais, 23 octobre 1953.

⁷⁶ APP, 456 473, Dossier Rassemblement démocratique africain, chemise 3, Au sujet d'une réunion organisée par le RDA, 9 novembre 1953.

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ Claver Bruno, « Interview accordée à la voix de l'Afrique noire par M. Ruben UM NYOBE », *La voix de l'Afrique noire*, 2 (nouvelle série), 1954.

⁸⁰ De manière significative quant à cette rupture, les numéros suivants sont marqués comme ceux d'une nouvelle série.

⁸¹ APP, 456 473, Dossier Rassemblement démocratique africain, chemise 3, Bordereau d'enquête sur l'Association des étudiants du Rassemblement démocratique africain (RDA) et autre Fédération des étudiants d'Afrique noire en France, 20 mai 1955.

la Sorbonne au premier Congrès des écrivains et artistes noirs⁸². Avec la parution en 1954 de *Nations nègres et culture*, les activités de Cheikh Anta Diop dans la deuxième moitié des années 1950 semblent basculer vers celles d'un producteur et théoricien politique plutôt que celles d'un organisateur des luttes. Si une des grandes contributions de Diop, formulée alors qu'il est encore secrétaire général de l'AERDA, est d'avoir énoncé cette nécessité d'une « idéologie politique africaine⁸³ », sa contribution à l'élaboration d'une théorie politique se poursuit avec un article paru en 1955 dans la revue *Présence africaine*, « Alerte sous les Tropiques », où il expose longuement la problématique énergétique en Afrique qui est pour lui « la seule perspective qui reste valable [...] pour accéder, le plus tôt possible, à l'indépendance nationale⁸⁴ ». Comme le note Dialo Diop, « cet article servira d'ailleurs de trame à la rédaction du Manifeste politique de Cheikh Anta Diop, à savoir *Les fondements culturels techniques et industriels d'un futur État fédéral d'Afrique noire*⁸⁵ ». Mais, à la fin des années 1950, ces luttes pour l'indépendance se font plus pressantes sur le continent même.

Du 25 au 28 septembre 1957 se tient à Bamako le 3^e congrès du RDA. Onze ans après le congrès fondateur dans la même ville, le représentant de la gauche française n'est plus Raymond Barbé, responsable de la section coloniale du PCF, qui siège toutefois dans l'auditoire, mais François Mitterrand⁸⁶. Houphouët-Boigny, déjà ministre d'État et qui participera au projet de loi constitutionnelle un an plus tard, présente à Bamako le rapport moral du Parti où il souligne les liens de l'Afrique avec la France. Sept ans après la création de l'AERDA et l'analyse faite à l'époque que le RDA demeurerait la meilleure organisation pour militer, il fallait bien faire le constat que le réformisme des dirigeants l'avait emporté sur les convictions militantes plus radicales.

D'autres organisations voient encore le jour, cette fois-ci au niveau territorial. La plus célèbre d'entre elles est le Parti africain de l'indépendance (PAI), fondé à Thiès le 15 septembre 1957. Au Sénégal, le Parti avait été constitué notamment par les militants de l'Union démocratique sénégalaise (UDS), la section locale du RDA. Beaucoup d'étudiants sénégalais présents en France, militants à l'AERDA et/ou à la FEANF – Amath Bâ, Ousmane Camara, Amady Aly Dieng, Babacar Niang, Samba Ndiaye, Abdou Moumouni –, rejoignent les rangs de la nouvelle organisation, et certains sont même parmi les 23 signataires du Manifeste du PAI⁸⁷. Présent en France dès cette époque, le PAI ne semble pas avoir eu dans les premiers mois de son existence de contacts avec le Parti communiste français, cette jonction ne se réalise qu'en décembre 1960⁸⁸.

Au début de la même année, Cheikh Anta Diop soutient sa thèse à Paris et rentre immédiatement au Sénégal. Il publie *Les fondements économiques et culturels d'un futur État fédéral d'Afrique noire*⁸⁹, dans lequel il développe un programme politique qu'il essaiera de suivre tout au long de ses expériences militantes. Plutôt que de rentrer dans le PAI clandestin, il crée le Bloc des masses sénégalaises (BMS) en 1961. Après que le BMS ait été lui aussi interdit par Senghor en 1963, Diop fonde un nouveau parti, le Front national sénégalais (FNS), qui n'aura jamais de récépissé légal. Comme avec l'AERDA, et bien que le contexte des luttes ait fondamentalement changé, ces structures ne connaissent pas le succès escompté⁹⁰. Il se retire alors de la vie politique pendant plus d'une dizaine d'années pour se consacrer à son activité de chercheur, avant de créer en 1976 un troisième parti, le Rassemblement national démocratique (RND). D'abord interdit par Senghor, le RND ne sera reconnu officiellement qu'en 1981 par le nouveau président Diouf avec le « multipartisme

⁸² Blum F, « Trajectoires militantes... », art. cité, p. 77.

⁸³ Titre d'un article qu'il rédige dans le numéro 1 de *La voix de l'Afrique noire*, paru en février 1952.

⁸⁴ Diop Cheikh Anta (1955), « Alerte sous les Tropiques », *Présence africaine*, V(5), p. 31.

⁸⁵ Diop Cheikh Anta et Diop Dialo (2020), *Cheikh Anta Diop*, Recueil de texte introduit par Dialo Diop, Genève, CETIM, p. 13. Dialo Diop précise que cet ouvrage de 1960 fut republié sous un titre légèrement différent en 1974 : *Les fondements économiques et culturels d'un État fédéral d'Afrique noire*. Voir son témoignage dans ce numéro.

⁸⁶ Celui-ci venait de quitter le poste de garde des sceaux dans le gouvernement Guy Mollet et avait notamment participé à la rédaction de la loi sur les pouvoirs spéciaux sur la guerre d'Algérie – déléguant des pouvoirs de justice à l'armée et autorisant de nombreuses condamnations à mort.

⁸⁷ Bianchini Pascal (2016), « Les paradoxes du Parti africain de l'indépendance (PAI) au Sénégal autour de la décennie 1960 ». En ligne, consulté le 27 mai 2022. URL : https://www.academia.edu/24370358/Les_paradoxes_du_Parti_africain_de_lind%C3%A9pendance_PAI_au_S%C3%A9n%C3%A9gal_autour_de_la_d%C3%A9cennie_1960.

⁸⁸ APP, 645 189, Dossier Parti africain de l'indépendance, Réunion organisée par le Parti africain de l'indépendance (PAI), salle des anciens combattants et des déportés, 17 rue Raymond Lefebvre à Gentilly, 13 décembre, 14 décembre 1960. Notons que le PAI avait été interdit par le gouvernement Dia-Senghor en août 1960.

⁸⁹ Diop Cheikh Anta (1974[1960 pour la première édition]), *Les fondements économiques et culturels d'un État fédéral d'Afrique noire*, Paris, Présence africaine.

⁹⁰ Notons d'ailleurs qu'à ma connaissance, il n'existe pas d'étude sur la période 1960 et 1964 qui analyse l'activité politique de Cheikh Anta Diop.

intégral ». Ce parti, dans le contexte de recomposition de la gauche post-1968 au Sénégal, deviendra un réel parti de masse⁹¹. Il animera la bataille politique à la fin des années 1970 en reprenant la plupart des thèmes formulés un quart de siècle plus tôt au sein de l'AERDA, à savoir la lutte pour un État fédéral en Afrique, la souveraineté énergétique, la reconnaissance des langues nationales ou encore la disparition du régime raciste sud-africain de l'apartheid, des idées politiques qui pour la plupart restent d'actualité. Mais, suite à des dissensions internes, le parti se scinde en deux en 1983. On doit alors constater que, malgré la puissance de cette pensée qu'il a exprimée très jeune, Cheikh Anta Diop n'aura jamais réussi à conquérir le pouvoir. Comme avec l'AERDA, diverses questions de stratégies organisationnelles et d'alliances politiques auront eu raison de la trajectoire politique de Diop.

Martin Mourre
Institut des Mondes africains, France

Bibliographie

- AGERON Charles-Robert et MICHEL Marc (2015), *L'Afrique noire française. L'heure des indépendances*, Paris, CNRS Éditions.
- BARTHÉLÉMY Pascale (2022), *Sororité et colonialisme. Françaises et Africaines au temps de la guerre froide (1944-1962)*, Paris, Éditions de la Sorbonne.
- BANCEL Nicolas (2022). *Décolonisations ? Élitisme, jeunesse et pouvoir en Afrique occidentale française, 1945-1960*, Paris, Éditions de la Sorbonne.
- BENOT Yves (2005), *Massacres coloniaux 1944-1950. La IVe République et la mise au pas des colonies françaises*, Paris, La Découverte.
- BIANCHINI Pascal (2023), « Cheikh Anta Diop et les marxistes au Sénégal : des relations ambivalentes entre démarcations et rapprochements, entre intégrations et scissions », *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique*, 4, pp. 83-96. En ligne. URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/04bianchini>.
- BLUM Françoise (2015), « L'indépendance sera révolutionnaire ou ne sera pas. Étudiants africains en France contre l'ordre colonial », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 126, pp. 119-138. En ligne, consulté le 15 mai 2023. URL : <https://doi.org/10.4000/chrhc.4165>.
- BLUM Françoise (2016), *Trajectoires militantes et (re)conversions : à propos de la FEANF. Que sont-ils/elles devenu-e-s ?*, Habilitation à diriger des recherches, Paris, EHESS. En ligne, consulté le 15 mai 2023. URL : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-01414599>.
- BLUM Françoise (2018), « Marx en Afrique francophone », in J.-N. DUCANGE (dir.), *Marx, une passion française*, Paris, La Découverte, pp. 320-329.
- BLUM Françoise, DI MAGGIO Marco, SIRACUSANO Gabriele et WOLIKOW Serge (dir.) (2021), *Les partis communistes occidentaux et l'Afrique. Une histoire mineure ?*, Paris, Hémisphères éditions.
- CHAFER Tony (2019 [2002 pour l'édition anglaise]), *La fin de l'empire colonial français en Afrique de l'Ouest. Entre utopie et désillusion*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- CHAFER Tony et KEESE Alexander (2013), *Francophone Africa at fifty*, Manchester, Manchester University Press.
- COOPER Frederick (2014), *Français et Africains ? Être citoyen au temps de la décolonisation*, Paris, Payot.
- DEWITTE Philippe (1985), *Les mouvements nègres en France, 1919-1939*, Paris, L'Harmattan.
- DIAGNE Pathé (1997), *Cheikh Anta Diop et l'Afrique dans l'histoire du monde*, Dakar, L'Harmattan/Sankoré.
- DIANÉ Charles (1990), *Les grandes heures de la F.E.A.N.F.*, Paris, Chaka.
- DIENG Amady Aly (2003), *Les premiers pas de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) (1950-1955) (de l'Union française à Bandoung)*, Paris, L'Harmattan.

⁹¹ Voir, dans ce numéro, Bianchini P., « Cheik Anta Diop et les marxistes au Sénégal... », art. cité.

- DIENG Amady Aly (2009), *Les grands combats de la Fédération des étudiants d'Afrique noire. De Bandung aux indépendances, 1955-1960*, Paris, L'Harmattan.
- DIENG Amady Aly (2011a), *Histoire des organisations d'étudiants africains en France, 1900-1950*, Dakar, L'Harmattan.
- DIENG Amady Aly (2011b), *Mémoires d'un étudiant africain. Vol. I. De l'école régionale de Diourbel à l'Université de Paris (1945-1960)*, Dakar, CODESRIA.
- DIENG Amady Aly (2011c), *Mémoires d'un étudiant africain. Vol. II. De l'Université de Paris à mon retour au Sénégal (1960-1967)*, Dakar, CODESRIA.
- DIOP Cheikh Anta (1952), « Vers une idéologie politique africaine », *La voix de l'Afrique noire*, 1, pp. 5-21.
- DIOP Cheikh Anta (1955), « Alerte sous les Tropiques », *Présence africaine*, V(5), pp. 8-33.
- DIOP Cheikh Anta (1956), « Apports et perspectives culturels de l'Afrique », *Présence africaine*, VIII-IX-X(3-4-5), pp. 339-346.
- DIOP Cheikh Anta (1974 [1960 pour la première édition]), *Les fondements économiques et culturels d'un État fédéral d'Afrique noire*, Paris, Présence africaine.
- DIOP Cheikh Anta (1979 [1954 pour la première édition]), *Nations nègres et culture : de l'Antiquité nègre égyptienne aux problèmes culturels de l'Afrique noire d'aujourd'hui*, Paris, Présence africaine.
- DIOP Cheikh Anta et DIOP Dialo (2020), *Cheikh Anta Diop. Recueil de texte introduit par Dialo Diop*, Genève, CETIM.
- DIOP Cheikh M'Backé (2003), *Cheikh Anta Diop. L'homme et l'œuvre*, Paris, Présence africaine.
- DO-NASCIMENTO José (2020), *La pensée politique de Cheikh Anta Diop*, Paris, L'Harmattan.
- DURAND Pierre (1986), *Cette mystérieuse section coloniale. Le PCF et les colonies (1920-1962)*, Paris, Messidor.
- GUIMONT Fabienne (1997), *Les étudiants africains en France, 1950-1965*, Paris, L'Harmattan.
- LY Abdoulaye et FALL Babacar (2001), *Dialogue avec Abdoulaye Ly. Historien et homme politique sénégalais*, Dakar, IFAN.
- MADJARIAN Grégoire (1977), *La question coloniale et la politique du Parti communiste français (1944-1947). Crise de l'impérialisme colonial et mouvement ouvrier*, Paris, Maspero.
- MAURICE Danielle (2007), « Le musée vivant et le centenaire de l'abolition de l'esclavage : pour une reconnaissance des cultures africaines », *Conserveries mémorielles*, 3. En ligne, consulté le 15 mai 2023. URL : <http://journals.openedition.org/cm/127>.
- MAURICE Danielle (2008), « L'art et l'éducation populaire : Madeleine Rousseau, une figure singulière des années 1940-1960 », *Histoire de l'art*, 63(1), pp. 111-121.
- MONETA Jakob (1971), *La Politique du Parti communiste français dans la question coloniale (1920-1963)*, Paris, Maspero.
- NAKAO Sakiko (2023), *Nationaliser le panafricanisme. La décolonisation du Sénégal, de la Haute-Volta et du Ghana (1945-1962)*, Paris, Karthala.
- SADJI Amadou Booker Washington (2006), *Le rôle de la génération charnière ouest-africaine. Indépendance et développement*, Paris, L'Harmattan.
- SURET-CANALE Jean (1994), *Les Groupes d'études communistes (GEC) en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan.
- TERRETTA Meredith (2015), « Cause lawyering et anticolonialisme : activisme politique et État de droit dans l'Afrique française, 1946-1960 », *Politique africaine*, 138(2), pp. 25-48.
- TRAORE Sékou (1985), *La Fédération des étudiants d'Afrique noire en France, FEANF*, Paris, L'Harmattan.
- VAILLANT Janet (2006), *Vie de Léopold Sédar Senghor. Noir, Français et Africain*, Paris, Karthala.